

EVIDENCE*(Recorded by Electronic Apparatus)**[Texte]*

Thursday, April 30, 1987

• 1007

The Chairman: I call the meeting to order. We are resuming consideration of chapter 8, Department of Agriculture, of the 1986 report of the Auditor General.

The witnesses are Mr. Dye from the Office of the Auditor General and Mr. Noreau from the Department of Agriculture. I would invite both Mr. Dye and Mr. Noreau to introduce the witnesses they have with them this morning and also I would ask Mr. Dye and Mr. Noreau if they have any additional remarks before we begin to put the questions.

Mr. Kenneth M. Dye (Auditor General of Canada): Thank you, Madam Chair. I have again with me Paul Ward and Henry de Souza. My opening remarks would be perhaps a follow-up on my closing remarks of the other meeting—that my impression was we covered most of our chapter in the previous meeting, with the exception of concentrating on the question of information from Ministers and the question of performance indicators. I thought there might be some merit for your committee to review that part of the chapter.

The Chairman: Thank you. Mr. Noreau.

Mr. Jean-Jacques Noreau (Deputy Minister, Agriculture Canada): Thank you, Madam Chair. In response to the request made Tuesday, which was back to the Nielsen task force, ministerial task force recommendations and implementation thereof, I have tabled this morning a progress report, which is an internal tool that I use to monitor the implementation of those recommendations.

I should point out that the study team on agriculture goes back almost 26 months ago now, so the recommendations you have there are paraphrases of what has been made public by the Nielsen team, to which some variations have been added over time and some other measures, so if you try to reconcile completely the document tabled by the Nielsen study team and what you have here as an internal tool, the wording may be different.

There are three things I would like to mention in this report to get the record very straight. On page 3, item 16, it says that the Canadian Grain Commission has implemented 100% cost recovery. It should be qualified by saying "on the services to the grain trade". In other words, the research, for example, that the Canadian Grain Commission is doing is not fully cost recovered. I do not want to mislead the committee.

TÉMOIGNAGES*(Enregistrement électronique)**[Traduction]*

Le jeudi 30 avril 1987

La présidente: Je déclare la séance ouverte. Nous reprenons l'examen du chapitre 8, ministère de l'Agriculture, du rapport de 1986 du vérificateur général.

Nous avons pour témoins M. Dye, vérificateur général du Canada, et M. Noreau, du ministère de l'Agriculture. Je voudrais prier MM. Dye et Noreau de bien vouloir présenter les témoins qui les accompagnent ce matin et j'aimerais également savoir s'ils ont l'intention de prendre la parole avant que nous ne commençons à leur poser des questions.

M. Kenneth M. Dye (vérificateur général du Canada): Je vous remercie, madame la présidente. Je suis de nouveau accompagné de MM. Paul Ward et Henry de Souza. En guise d'introduction, je reviendrais sur ma conclusion de la séance précédente, à savoir qu'au cours de la dernière séance nous avons examiné l'essentiel du chapitre, à l'exception de la question de l'information reçue des ministres ainsi que de celle des indicateurs de rendement. J'ai pensé que votre Comité aurait peut-être intérêt à revenir sur cette partie du chapitre.

La présidente: Je vous remercie. Monsieur Noreau.

M. Jean-Jacques Noreau (sous-ministre, Agriculture Canada): Je vous remercie, madame la présidente. En réponse à la demande qui nous a été adressée mardi de revenir sur le rapport Nielsen, sur les recommandations du groupe de travail ministériel et sur leur mise en application, j'ai déposé ce matin un rapport d'activités qui constitue un outil à usage interne et qui me permet de suivre la mise en oeuvre de ces recommandations.

J'aimerais vous faire remarquer que les travaux du groupe d'étude sur l'agriculture remontent à près de 26 mois, de sorte que les recommandations qui y figuraient sont des paraphrases de ce qu'a publié l'équipe Nielsen; certaines variantes s'y sont greffées entre temps, ainsi que des mesures supplémentaires, de sorte que vous constaterez peut-être certaines différences entre le document déposé par le groupe d'étude Nielsen et celui-ci, qui sert d'outil de travail au ministère.

Pour mettre les choses au point, je voudrais faire trois remarques. Il est dit à l'article 16, page 3, que la Commission canadienne des grains est parvenue à un recouvrement des coûts à 100 p. 100. Il conviendrait de préciser: «sur les services du commerce des grains». En d'autres termes, le coût de la recherche effectuée, par exemple, par la Commission canadienne des grains n'est pas entièrement recouvert. Je ne voudrais pas induire le Comité en erreur.